

Catherine et Jocelyn d'Aron del de Hayes, retraités à Fréjus (Var), pensaient arrondir leurs fins de mois en revendant à EDF l'électricité produite par leurs panneaux photovoltaïques. Eux qui revenaient d'Afrique *"sensibilisés à la question du solaire"*, étaient contents, en outre, d'avoir une installation écologique sur leur toit. Hélas, les panneaux, mal posés, produisent la moitié seulement du rendement attendu et *"risquent de mettre le feu à la maison"*. Quand il pleut, le joint placé sur le toit se désagrège et du sable tombe à l'intérieur de l'habitation. *"Pour réparer ma toiture et reposer correctement les panneaux, je devrais dépenser 13 000 euros !"*, soupire Catherine.

Le couple a rejoint les quelque 500 particuliers qui ont porté plainte contre la société BSP qui avait installé les panneaux. L'entreprise a été mise en liquidation judiciaire en janvier et le parquet d'Avignon a ouvert une enquête préliminaire.

Heureusement, tout le monde n'a pas ce genre de problème. *"Plus de 27 000 particuliers ont des panneaux qui fonctionnent"*, assure le Syndicat des énergies renouvelables, organisme chargé de promouvoir les intérêts des industriels et des professionnels français de ce secteur. Joël Mercy, ancien pilote de l'armée de l'air domicilié à Saint-Yague (Landes), vient ainsi de recevoir un chèque de 2 148 euros d'EDF, pour la première année d'exploitation de ses panneaux photovoltaïques. Il avait payé 11 000 euros pour leur installation, grâce à un crédit d'impôt de 8 000 euros. *"C'est un petit électricien local, spécialisé dans la couverture des toits, qui me les a installés"*, se félicite-t-il.

Le secret de la réussite est là : trouver des artisans qui cumulent une double compétence de couvreur et d'électricien. La France, en effet, privilégie la technique de "l'intégration à la toiture", pour des raisons d'esthétique architecturale. Lorsque les panneaux sont installés sur le toit et que leur étanchéité est assurée, leur électricité est vendue plus cher que s'ils étaient posés par terre : EDF la paie 58 centimes d'euro le kWh, au lieu de 30 centimes en cas de pose au sol et 42 centimes en cas de surimposition sur le toit, une technique pourtant simple, qui garantit la bonne ventilation des panneaux photovoltaïques.

Or, il n'existe pas encore de double qualification. *"Les électriciens ne sont pas habilités à intervenir sur l'étanchéité des toits (dilatations, raccordements de matériaux hétérogènes, etc.). Les couvreurs, eux, ne sont pas habilités à intervenir sur les raccordements électriques de pièces métalliques exposées aux conséquences de la foudre"*, constate Jean-Pierre Brissaud, expert indépendant en énergies renouvelables.

Le ministère de l'environnement assure qu'il existe une formation ad hoc, "QualiPV". *"Ce n'est pas une formation mixte, mais une spécialisation en couverture pour les couvreurs et en électricité pour les électriciens"*, précise toutefois Nadia Beckerich, déléguée générale de l'Association pour la qualité d'installation des systèmes à énergie renouvelable, dite "Qualit'EnR", qui dispense cette formation.

Nicolas Dubecq, qui a posé les panneaux de Joël Mercy en décembre 2008, reconnaît à QualiPV le mérite de l'avoir *"initié à la problématique des ombres portées par les collines, les cheminées ou les arbres"*. *"Lorsqu'un client me demande d'installer des panneaux, explique l'artisan, je monte d'abord sur son toit voir son inclinaison, son orientation. J'introduis toutes*

ces données dans un logiciel spécifique, qui me permet de dire si les panneaux auront du rendement". On évite ainsi le désastre de panneaux posés plein Nord ou sous un pin parasol... Electricien de formation, il a toutefois dû faire appel à son oncle, charpentier, afin qu'il le forme aux questions d'étanchéité.

La société Evasol, basée dans le Rhône, qui se veut la première installatrice française à destination des particuliers *"avec 10 000 clients et 98 % de satisfaits"*, indique qu'elle *"soustrait 85 % de la pose à des sociétés reconnues comme Vinci ou Eiffage"*, traitant seulement la partie électricité et raccordement.

"Avant de choisir une entreprise, allez visiter une maison équipée et demandez à son propriétaire si le rendement est conforme aux promesses qu'on lui avait faites", conseille Jean-Pierre Brissaud. Rodolphe Morlot, expert à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, invite à visiter un Espace info-énergie (liste disponible sur le site Ademe.fr) : *"Les permanents ont entendu parler des entreprises défaillantes, ils ne les conseilleront pas."* Mieux vaut faire faire deux ou trois devis : *"Ils doivent préciser les dates limites de livraison et d'installation"*, prévient Didier Michaud, secrétaire du Groupement des particuliers producteurs d'électricité, qui revendique 500 adhérents, en conseillant de consulter les modèles sur son site (Gppep.org). *"On peut nous les soumettre, des bénévoles les étudieront."* Il faut bien sûr exiger une attestation de garantie décennale, qui permettra de couvrir un dommage. Et vérifier que le matériel acheté dispose d'un *"avis technique"* favorable, sur le site du Centre scientifique et technique du bâtiment (Cstb.fr).